

2 Politique

Réduction du train de vie de l'État

Le Premier ministre édifie les responsables des partis politiques de la majorité



Le chef du gouvernement, Emmanuel Issoze Ngondet ...



... s'adressant aux chefs des partis politiques de la majorité.

J.K.M

Libreville/Gabon

DANS la droite ligne de la rencontre qu'il a eue, il y a quelques jours, avec les représentants des pays du G20 au Gabon, le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, a reçu, hier, à l'Immeuble du 2-Décembre, les responsables des partis politiques membres de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence.

A cette occasion, le chef du gouvernement et certains membres de son équipe qui l'assistaient ont édifié les uns et les autres à pro-

pos de la pertinence de la mise en œuvre des mesures visant à réduire le train de vie de l'État, adoptées en Conseil des ministres le 21 juin dernier. C'est donc à un exercice pédagogique assorti d'une explication de texte que s'est livré Emmanuel Issoze Ngondet, en tenant "un langage de vérité" à l'endroit de ses interlocuteurs. Tout en les invitant "à plus de solidarité, à un sursaut national, à dépasser les divergences politiques, à renforcer l'effort collectif nécessaire pour relever les défis imposés par la situation".

De fait, le locataire du 2-Décembre a laissé entendre que "la vocation finale de ces mesures n'est ni

d'annoncer un régime d'austérité, ni de déclamer une crise généralisée ou de favoriser un délitement du tissu social ou de faire fi des perspectives électorales qui se rapprochent". Selon lui, en réalité, toutes ces décisions s'articulent autour de la réduction effective du train de vie de l'État, l'optimisation des recettes fiscales et la création des conditions d'une augmentation des investissements publics.

"Force est de reconnaître que les efforts de rationalisation de la masse salariale sont loin d'être suffisants. En effet, avec une masse salariale annuelle de près de 710 milliards de francs Cfa (pour 105 643 agents publics),

soit 59% des recettes fiscales, sa maîtrise est incontournable. La hausse de ces dernières années est principalement liée à la revalorisation du traitement des agents publics, et à la non maîtrise du flux entrant. Notre objectif est de mettre un terme à l'inflation de cette masse salariale en prenant des mesures structurelles pour un redimensionnement des effectifs en la plafonnant, au bout de trois ans, à 400 milliards de nos francs".

De même, a-t-il poursuivi, la mise en œuvre des mesures relatives à la maîtrise des autres dépenses publiques a déjà permis de réduire de 26% les dépenses courantes en biens et services, passées de

244 à 179 milliards de Francs Cfa entre 2014 et 2017. "Cette réduction témoigne du sérieux du gouvernement dans son effort de sobriété et de limitation de ses dépenses. Toutes les réformes visant à réduire le train de vie de l'État et à optimiser les recettes permettront de relever le niveau des investissements publics et d'améliorer les services sociaux de base. L'objectif visé, cette année, est de réaliser 140 milliards de nos francs qui permettraient d'augmenter le budget d'investissement de l'État", a-t-il fait valoir.

Tout compte fait, toutes ces décisions sont adossées à une volonté de repenser la stratégie

d'investissement public et à la prise en compte des mesures urgentes annoncées par le président de la République en décembre 2017, telles que inscrites dans la loi de Finances rectificative 2018.

D'où, a-t-il clamé, "les mesures visant à la réduction du train de vie de l'État sont sous-tendues par l'exigence d'exemplarité et de protection des plus faibles, à travers l'application des décotes qui ne concernent, pour ainsi dire, que les mieux lotis de nos compatriotes agents publics".

À noter que le Premier ministre devrait également s'entretenir, aujourd'hui, avec les responsables des partis politiques de l'opposition.

Des mesures nécessaires selon le VPR

J-C.A

Libreville/Gabon

ALORS que plusieurs centrales syndicales et autres mouvements de travailleurs du secteur public dénoncent la mise en application progressive des mesures visant la réduction du train de vie de l'État prises lors du Conseil des ministres du 21 juin dernier, le vice-président de la République (VPR), Pierre-Claver Maganga Moussavou, est monté au créneau, hier, pour appeler l'ensemble de ces composantes à plus de responsabilité. C'était au cours d'une déclaration qu'il a faite à son cabinet de travail.

Pour le VPR en effet, le FMI et la Banque Mondiale n'obligent pas notre pays à accepter les préconisations convenues de commun accord. Cependant, a-t-il

poursuivi, si le Gabon veut recevoir les concours financiers internationaux et recouvrer la confiance des bailleurs de fonds, il est tenu d'appliquer des mesures qui marquent sa volonté de sortir de cette mauvaise passe. Mais, contre tout attente, d'aucuns trouvent ces mesures par trop répétitives et viennent à prôner la révolte, alors que d'après lui, si révolte il y a, elle ne doit pas être dirigée contre un homme ou une institution, bien contre nous-mêmes, et devra nous conduire à prendre des initiatives, à inventer des solutions...

Pour le VPR, Les populations doivent donc refuser de s'abandonner à la facilité, à attendre un salaire encore disponible chaque fin de mois, alors que sous d'autres cieux, les fonctionnaires doivent parfois patienter de longs mois. Avant de lâcher comme une mise en garde : « Si nous ne prenons garde, lorsque les richesses du sol



Pierre-Claver Maganga Moussavou, lors de sa déclaration.

et du sous-sol seront épuisées, il sera très difficile au pays de se relever». Mieux, a-t-il affirmé, la journée continue et les congés hebdomadaires partant du samedi furent instituées pour permettre aux fonction-

naires de cultiver la terre, avec le but de mêler leurs efforts, afin qu'ils se sentent vivre et soient d'un apport pour leurs familles et la communauté au sein de laquelle s'opèrent les échanges, sa rendant par la

même occasion autonomes. « Cette nécessaire autonomie aurait permis aux fonctionnaires de ne pas être trop dépendants de l'État », assure-t-il.

Quant à ceux qui glosent sur son soi-disant aisance

au sommet de l'État, Maganga Moussavou leur fait savoir qu'il n'en est rien et affirme n'avoir pour seule motivation que de prendre sa part de responsabilité auprès du chef de l'État, aux fins de l'aider à relever le pays. Aussi a-t-il invité chaque citoyen à s'y mettre car, la population est très peu nombreuse pour subir le chômage et la précarité. Le tout agrémenté par une insécurité galopante...

Selon Pierre-Claver Maganga Moussavou, « la présente crise que le peuple doit surmonter avec courage, détermination et abnégation est l'occasion d'être convaincu que tout effort individuel et collectif consenti pour la surmonter doit conduire à une introspection, aux fins de laisser aux générations futures un pays dont les destinées se doivent d'être plus assurées, plus affirmées, plus solidaires pour le bonheur de tous ».